

Convention collective nationale

IDCC : **3232** | **ORGANISMES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE**  
**AGENTS DE DIRECTION**  
**(18 septembre 2018)**

**Protocole d'accord du 24 janvier 2023**

au protocole d'accord du 13 février 2018  
relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite  
collectif interentreprises

NOR : ASET2350369M

IDCC : 3232

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UCANSS,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**UNSA ;**

**SNADEOS CFTC ;**

**SNPDOSS CFE-CGC ;**

**SNPDOS CFDT,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Le protocole d'accord du 13 février 2018 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises (PERCOLI) dans le régime général a été conclu pour une durée de 5 ans à compter de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale. Il cessera par conséquent de produire ses effets le 12 mars 2023.

La thématique du plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises (PERCOLI) étant inscrite au programme des négociations pour l'année 2023, les parties signataires ont souhaité prolonger l'accord existant afin de mener une étude préalable à l'engagement de cette négociation et déterminer l'opportunité d'une négociation globale sur le thème de l'épargne salariale.

Elles ont donc convenu des dispositions qui suivent :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant du 24 janvier 2023 au protocole d'accord du 13 février 2018 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime

général de sécurité sociale sont applicables aux salariés relevant de la convention collective nationale de travail du 18 septembre 2018 des agents de direction des organismes du régime général de sécurité sociale.

## **Article 2**

Le présent accord entre en application sous réserve de l'agrément ministériel prévu par le code de la sécurité sociale, et ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur.

Il est d'application impérative à l'ensemble des organismes du régime général de sécurité sociale.

*Fait à Montreuil, le 24 janvier 2023.*

(Suivent les signatures.)